

# à l'innocence des musulmans

Dans une communication téléphonique avec le président américain, Mohamed Morsi lui a dit qu'«il fallait prendre des mesures juridiques de dissuasion à l'encontre de tous ceux qui veulent nuire aux relations entre les peuples, et tout particulièrement entre le peuple égyptien et celui des Etats-Unis»<sup>[18]</sup>.

Comme on peut le remarquer, cette déclaration du président Morsi ressemble étrangement à celle de Rached Ghannouchi citée précédemment.

De leur côté, les Frères musulmans avaient initialement appelé à manifester pacifiquement à travers toute l'Égypte le 14 septembre 2012, après la prière du vendredi, pour dénoncer le film islamophobe. La veille, Khairat El-Chater, le numéro 2 et éminence grise de la confrérie s'est fait accuser par le porte-parole de l'ambassade américaine au Caire de double jeu. Dans un subtil échange de tweets, le diplomate indiqua à l'islamiste qu'il prônait l'apaisement dans ses micro-messages en anglais, mais appelait à manifester dans ceux rédigés en langue arabe<sup>[19]</sup>. Un véritable camouflet pour Khairat El-Chater, lui qui aurait dû être le «vrai» premier président civil d'Égypte.

L'appel à manifester pacifiquement a alors été retiré par la confrérie. Un second camouflet pour ceux qui se disaient les «défenseurs» de l'islam et de son prophète et qui viennent de découvrir, une fois au pouvoir, que les principes religieux et la raison d'Etat ne faisaient pas toujours bon ménage.

Afin de plaire à l'administration américaine et pour rester dans l'air du temps islamiste post-printanier, Khairat El-Chater a signé un article dans le *New York Times* afin de présenter les condoléances de la confrérie au peuple américain pour la perte de leur ambassadeur en Libye ainsi que de ses collaborateurs.

Il y indiqua également que «la violation des locaux de l'ambassade des Etats-Unis par des manifestants égyptiens est illégale en vertu du droit international» et que l'échec de la protection de la police (égyptienne) doit être étudiée», ou encore «en dépit de notre ressentiment concernant l'apparition continue de productions comme le film antimusulman qui a conduit à la violence actuelle, nous ne tenons pas le gouvernement américain ou ses citoyens responsables d'actes de quelques-uns qui violent les lois protégeant la liberté d'expression»<sup>[20]</sup>.

Il faut dire que le président égyptien et la confrérie des Frères musulmans dont il est issu jouent gros dans cette affaire. Il s'agit effectivement d'un premier test à grande échelle de maintien de l'ordre et de protection des intérêts américains au sein du pays. En échange du soutien et du support prodigués par l'administration

américaine à la confrérie islamiste au pouvoir dans ce pays<sup>[21]</sup>, les Etats-Unis s'attendent (au minimum) que la sécurité de leur personnel et de leurs représentations diplomatiques soient assurée. C'est d'ailleurs aussi le cas pour tous les pays arabes touchés par le fameux «printemps» et dont les manifestations intempestives, inattendues et antiaméricaines ont décontenancé le Département d'Etat

**Il est intéressant de noter que la fermeté et l'unanimité des positions adoptées par les plus hautes personnalités politiques de la «nouvelle» Tunisie à l'égard des salafistes contrastent singulièrement avec la relative mansuétude avec laquelle étaient traitées ces mêmes personnes dans les nombreuses affaires de violence qui ont marqué la vie sociopolitique tunisienne depuis la chute de Ben Ali.**

et sa secrétaire. Dans le cas de l'Égypte, le timing de ces troubles publics ont causé des soucis supplémentaires.

En effet, dans un article publié par le Washington Post, A. Gearan and M. Birnbaum mentionnent que «les violentes manifestations déclenchées par la vidéo anti-islam et la réponse initialement maladroite de l'Égypte ont temporairement interrompu les négociations (entre les Etats-Unis et l'Égypte) sur un allègement de la dette égyptienne d'un milliard de dollars et sur l'accélération de l'obtention d'autres millions en aide diverses»<sup>[22]</sup>.

D'un autre côté, la capitale égyptienne a accueilli, du 8 au 11 septembre 2012, une très importante délégation, regroupant pas moins de 118 hommes d'affaires américains représentant une cinquantaine de grandes compagnies étasuniennes dont IBM, Pepsi, Coca-Cola, Chrysler, Google, Microsoft, Visa, etc.<sup>[23]</sup>

Cette délégation américaine, la plus imposante à avoir visité un pays du Moyen-Orient jusqu'à présent, a été reçue par le président Morsi le 9 septembre.

Néanmoins, les manifestations antiaméricaines en Égypte ont débuté le 11 septembre, soit le jour même de la clôture des travaux de la mission commerciale, ce qui n'a pas dû donner une image attrayante du pays hôte à ces décideurs que le marché égyptien semblait intéresser.

## La «lucidité» d'un célèbre téléprédicateur

Le portrait de la situation serait certainement incomplet sans l'avis de Youssef Al-Qaradaoui, prédicateur vedette de la chaîne Al-Jazeera et président de l'Union mondiale des Oulémas musulmans. Membre influent de la confrérie des Frères musulmans, Al-Qaradaoui a consacré son sermon du vendredi 14 septembre 2012, dans une mosquée de Doha, à la colère des musulmans à travers le monde.

Il «conseilla» aux fidèles qui veulent protester contre le film offensant l'islam produit aux Etats-Unis de «s'éloigner de la violence et de ne pas assiéger les ambassades américaines»<sup>[24]</sup>. Cette position très «civilisée» et si bienveillante envers les

intérêts américains tranche considérablement avec ses appels au meurtre contre Kadhafi ou ses exhortations au djihad contre le régime de Bachar Al-Assad. Rappelons qu'Al-Qaradaoui, d'origine égyptienne, est détenteur d'un passeport diplomatique qatari, qu'il a été interdit de séjour en France par Sarkozy en personne en mars 2012<sup>[25]</sup>, que son visa pour la Grande-Bretagne a été refusé en 2008<sup>[26]</sup>

et qu'il est considéré persona non grata aux Etats-Unis<sup>[27]</sup>.

Finalement, on peut dire que le brûlot cinématographique L'innocence des musulmans a permis de révéler au grand jour que le respect de la dignité humaine est un concept très relatif, contrairement à ce qui est si souvent péroré dans les cérémonies pompeuses, en Occident ou ailleurs.

En outre, il a montré que les gouvernements islamistes qui exercent actuellement le pouvoir dans les pays touchés par le «printemps» arabe se comportent comme des vassaux du «grand ami» américain pour rester dans ses bonnes grâces et ne pas exacerber son ire.

Cela semble indiquer que le «printemps» arabe n'a en réalité rien changé à l'inféodation des dirigeants de ces pays



Youssef Al Qaradaoui.

aux Etats-Unis. Néanmoins, il y a un aspect important du problème posé par le film islamophobe que les Occidentaux (et les Américains en particulier) ne semblent pas vouloir comprendre : il n'y a pas que les salafistes qui ont été insultés par ce navet. La très grande majorité des musulmans à travers le monde l'a été, même si cette majorité n'a ni manifesté, ni hurlé, ni cassé.

A. B.

## RÉFÉRENCES

- 1- «We came, we saw, we kicked its ass.» (Nous sommes venus, nous avons vu, nous lui avons botté le derrière). Expression tirée du dialogue du film Ghostbusters. Voir le site : Dedefensa, «We came, we saw, he died» (mais, «Assez, c'est assez...»), 21 octobre 2011.
- 2- «Veni, vidi, vici» (Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu). Célèbre expression prononcée par Jules César.
- 3- Lorenzo Cremonesi, «Un agente francese dietro la morte di Gheddafi», *Corriere Della Sera*, 29 septembre 2012.
- 4- AFP, «Libye : cinquante arrestations après la mort de l'ambassadeur américain», *Jeune Afrique*, 16 septembre 2012.
- 5- RFI, «La Libye rend hommage à l'ambassadeur américain tué à Benghazi», 21 septembre 2012.
- 6- Ahmed Bensaâda, Arabesque américaine : Le rôle des Etats-Unis dans les révoltes de la rue arabe, Editions Michel Brûlé, Montréal (2011) ; Editons Synergie, Alger (2012)
- 7- IIP Digital, «Déclaration de M<sup>me</sup> Clinton sur la mort d'Américains en Libye», 16 septembre 2012.
- 8- Joe Sterling and Greg Botelho, «Clinton demands Arab Spring nations protect embassies, halt violence», CNN, 14 septembre 2012.
- 9- John McCain, «Statement by Senator McCain in Benghazi, Libya», U.S. Senate, 22 avril 2011.
- 10- Natalie Nougayrède, «BHL, porte-étendard libyen», Le Monde.fr, 8 novembre 2011.
- 11- Jean-Pierre Perrin, «Abdelhakim Belhaj, le retour d'Al-Qaïda», *Libération*, 26 août 2011
- 12- Ibid.
- 13- AFP, «Film anti-islam : le monde arabe a vécu un vendredi sanglant», Le Parisien.fr, 14 septembre 2012
- 14- Tunisie numérique, «Tunisie : Jebali promet d'arrêter un à un les salafistes impliqués dans les événements de l'ambassade US», 28 septembre 2012
- 15- Bissane El-Cheikh, «Ghannouchi à al-Hayat : attaquer les ambassades est un complot visant à stopper le dialogue de l'Amérique avec les islamistes», *Al Hayat*, 30 septembre 2012
- 16- Catherine Le Brech, «L'attitude mouvante de Mohamed Morsi après les violences», FranceTV.fr, 14 septembre 2012.
- 17- *Le Nouvel Observateur*, «Mohamed Morsi condamne l'attaque contre la mission US au Caire», 13 septembre 2012.
- 18- Benjamin Barthe, «Prise de bec sur Twitter entre l'ambassade américaine et les Frères musulmans égyptiens», Le Monde.fr, 13 septembre 2012.
- 19- Khairat al-Chater, «Our Condolences, the Muslim Brotherhood Says», *The New York Times*, 13 septembre 2012.
- 20- Ahmed Bensaâda, «Egypte : des élections présidentielles sous haute influence», *Le Quotidien d'Oran*, 28 juin 2012.
- 21- Anne Gearan and Michael Birnbaum, «U.S. aid to Egypt stalled», *The Washington Post*, 17 septembre 2012.
- 22- American Chamber of Commerce, «U.S. Business Mission to Egypt. List of Participating U.S. Companies».
- 23- AFP, «Al-Qaradaoui : sont dans l'erreur ceux qui tuent les ambassadeurs et répondent par la violence aux insultes contre l'islam», Elaph, 14 septembre 2012.
- 24- Georges Malbrunot, «Sarkozy contre la venue de Youssef Al-Qaradawi», Le Figaro.fr, 26 mars 2012.
- 25- BBC News, «Muslim cleric not allowed into UK», 7 février 2008.
- 26- Middle East Online, «Qaradawi 'persona non grata' in France», 26 mars 2012.